

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 12 août 2024

Nos réf. : SAU/JH/MI n° 24 - 429

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHAPELLE D'EOLE et VAL D'EOLE**

Voie de TROYES  
10700 CHAPELLE-VALLON

Codes AIOT :

- Chapelle d'Éole – 0005704559
- Val d'Éole – 0005704563

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 juillet 2024 dans les établissements CHAPELLE D'EOLE et VAL D'EOLE implantés Voie de Troyes - 10700 CHAPELLE-VALLON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite des parcs éoliens exploités par les sociétés SARL Chapelle d'Éole et SARL Val d'Éole implantés sur la commune de CHAPELLE-VALLON. Cette inspection a été menée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées de l'Aube pour l'année 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Voie de Troyes - 10700 CHAPELLE-VALLON
- Code AIOT :
  - Chapelle d'Éole – 0005704559
  - Val d'Éole – 0005704563
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les parcs éoliens de Chapelle d'Éole et de Val d'Éole sont détenus par la société NEOEN. A ce titre, le présent rapport contient les constats réalisés lors de la visite des deux installations.

Les deux parcs sont composés de 6 éoliennes et d'un poste de livraison, pour une puissance totale installée de 12 MW. Les parcs bénéficient du régime de l'antériorité suite aux courriers préfectoraux du 27 août 2012. Les installations relèvent de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
4	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
5	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
6	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
7	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
8	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
9	Section 5 Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
10	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
11	Section 5 Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
12	Section 5 Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet
13	Section 8 Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la présente visite d'inspection n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection des installations classées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Section 4 – Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi environnemental
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>

<p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>Pour un projet de renouvellement autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par le II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriel du 19 juillet 2024, l'exploitant a transmis le rapport du dernier suivi environnemental réalisé conjointement sur les parcs de Chapelle d'Éole et Val d'Éole en 2014. Le suivi est antérieur aux protocoles ministériels de 2015 et 2018 et a donc été réalisé suivant le protocole du bureau d'étude. Il conclut à une mortalité estimée faible sur l'avifaune migratrice et sur les chiroptères.</p> <p>Conformément au présent article, un nouveau suivi environnemental est en cours de réalisation cette année, soit 10 ans après le dernier suivi. Le devis attestant de la commande du suivi environnemental a été présenté à l'inspection des installations classées. Il est notamment mentionné que celui-ci devra être réalisé suivant le protocole ministériel en vigueur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Section 4 – Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Intrusion</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clefs afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection des Installations Classées a constaté que les aérogénérateurs E7 (Val d'Éole) et E9 (Chapelle d'Éole) inspectés, ainsi que le poste de livraison, étaient maintenus fermés. L'Inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Section 4 – Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Autre, Signalisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li><li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'Inspection des Installations Classées a pu constater en se rendant par sondage sur les éoliennes E7 de Val d'Éole, E9 de Chapelle d'Éole et sur le poste de livraison du parc de Val d'Éole, la présence de panneaux de signalisation sur les chemins d'accès incluant tous les éléments d'information nécessaires. Par ailleurs, les aérogénérateurs inspectés étaient bien identifiés avec un numéro clair et lisible affiché sur leur mât. L'Inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Section 4 – Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Autre, Formation des personnels intervenants
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.  La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 19 juillet 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les justificatifs d'habilitations et de formations nécessaires au personnel amené à intervenir sur le parc, à jour.  Les maintenances des machines et des postes de livraison sont réalisées par les constructeur, les contrôles réglementaires par des sociétés agréées

<p>Par ailleurs, lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées sa plateforme de gestion du parc qui permet d'indiquer en temps réel les intervenants sur le parc, la nature de leur intervention et si leurs habilitations sont à jour.</p> <p>L'installation dispose d'un plan de prévention indiquant notamment les procédures à suivre en cas d'urgence. Ce plan est porté à la connaissance des intervenants sur le parc.</p> <p>L'exploitant réalise des exercices d'entraînement sur différents parcs appartenant à NEOEN sur le territoire français.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un retour d'expérience issu d'un exercice d'évacuation d'urgence réalisé en mai 2023 sur un des parcs appartenant à NEOEN. Ces retours d'expériences bénéficient aux parcs éoliens objets du présent rapport.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Section 4 – Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Autre, Propreté de l'intérieur du de l'aérogénérateur
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection des Installations Classées a constaté le maintien en bon état de propreté, l'absence d'entreposage à l'intérieur des aérogénérateurs inspectés de matériaux combustibles ou inflammables et par voie de conséquence, le respect de la prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Section 4 – Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
<b>Thème(s) :</b> Autre, Brides de fixations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a vérifié par sondage la nature et la périodicité du contrôles les brides de fixations. L'ensemble des brides est vérifié lors de la même campagne de maintenance annuellement. L'exploitant a transmis un devis pour le serrage des brides prévu pour la fin d'année 2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Section 4 – Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Autre, Manuel d'entretien de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.  L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 19 juillet, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un registre dans lequel est consigné l'ensemble des opérations de maintenance. Le registre comprend notamment les maintenances et vérifications réalisées par le constructeur, les interventions correctives, les vérifications générales périodiques.  Le manuel d'entretien des machines conforme au présent article a également été transmis.  L'Inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Section 4 – Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 19 juillet 2024, l'exploitant a transmis les bordereaux de suivis de déchets de l'année 2024 issus de la plateforme trackdéchets. Ces bordereaux indiquent que les déchets d'exploitations sont évacués vers une société autorisée à les recevoir. Le transport des déchets est également réalisé par cette même société. Ces BSD mentionnent bien l'exploitant comme producteur du déchet. L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant concernant le point 1.2 des bordereaux de suivi des déchets. En effet, si l'adresse mentionnée est différente du point 1.1, l'installation identifiée comme point de collecte doit être régulièrement autorisée.  Aucun brûlage à l'air libre n'a été constaté le jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Section 5 – Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :  <ul style="list-style-type: none"><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li><li>- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</li><li>- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li><li>- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li></ul> Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 19 juillet 2024, l'exploitant a transmis un plan de prévention (PDP) pour les parcs éoliens de Val d'Éole et de Chapelle d'Éole. Ce plan est actualisé régulièrement, le plan transmis est valide jusqu'à septembre 2024.  Ce document comprend l'ensemble des éléments prescrits par le présent article. Il est porté à la connaissance du personnel amené à intervenir sur le parc. Le PDP mentionne notamment l'obligation pour toute personnes intervenant sur les parcs éoliens objets du présent rapport de respecter ses dispositions.  L'Inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 10 : Section 5 – Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Astreintes sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :  - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;  - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué disposé d'une astreinte ainsi que d'un contact local pouvant alerter les personnes compétentes en cas de fonctionnement anormal. L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un retour d'expérience issus d'un des parcs appartenant à NEOEN. Le compte rendu indique que les délais de mise en œuvre des procédures d'arrêt d'urgence et d'alerte des services d'urgences sont respectés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Section 5 – Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte et de prévention incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a pu constater la présence d'un extincteur au pied des éoliennes E7 et E9 ainsi que dans le poste de livraison. L'exploitant a indiqué qu'un extincteur était également présent à hauteur de nacelle. L'Inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Section 5 – Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, détection ou déduction de formation de glace
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.  Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel.  Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que les éoliennes du parc disposent d'un système de détection de glace, qui engendre une mise à l'arrêt immédiate en cas de présence de glace. La présence de glace est déduite suivant plusieurs critères climatiques (vitesse de vent, température...) et lorsqu'il y a une incohérence entre la vitesse entre deux anémomètres (un chauffé et l'autre non).  Pour que l'éolienne puisse redémarrer, une temporisation le temps que les deux anémomètres tournent à la même vitesse est nécessaire. Le redémarrage est réalisé à distance.  L'Inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Section 8 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 19 juillet 2024, l'exploitant a transmis les attestations de constitution des garanties financières à jour pour les parcs éoliens de Chapelle d'Éole et Val d'Éole. L'Inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite